
LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. LII.

Du Jeudi 13 Août 1789.

Continuation des débats sur l'arrêté du 4.

L'ASSEMBLÉE nationale a continué de s'occuper de la rédaction réfléchie de ce fameux arrêté. Le corps législatif ne doit pas même recevoir de sacrifices qui ne soient énoncés dans l'idiôme des loix. Ce sera d'ailleurs la préface d'un code raisonnable & d'une jurisprudence nouvelle qui concilie enfin la justice & la propriété.

On a déjà vu avec quelle rapidité étonnante la France, après avoir conquis en un jour la liberté civile, a recouvré dans une nuit la liberté nationale; avec quelle secousse honorable elle s'est délivrée de cette rouille féodale qui couvrait toute la surface de l'empire, & de cette prestation ecclésiastique qui accabloit toutes les propriétés.

Mais il restoit encore sur les terres un servage dérivé des contrats volontaires, qui obligeoit à perpétuité les détenteurs de certains fonds à payer des rentes en argent & en

Tome II.

M

nature. La conservation d'une telle forme de contrats auroit pu ramener encore un fléau pareil à la féodalité, & l'assemblée nationale avoit porté ses regards sur ce genre de biens. Sans doute toutes les propriétés doivent être sacrées; mais ce n'est pas manquer au principe que d'en changer la forme, en permettant le rachat. Toute convention, tout acte qui donne à la propriété une forme éternelle, renferme la condition implicite que le souverain, c'est-à-dire l'état, pourra rétablir le droit commun aussi-tôt qu'il le jugera utile, parce qu'aucun propriétaire ne peut étendre à l'éternité le droit qu'il a sur son bien.

C'est d'après ce principe de droit public que le projet d'arrêté portoit à l'article 8 : *toutes les rentes foncières, soit en nature, soit en argent, de quelque espèce qu'elles soient, seront rachetables.*

L'article mis aux débats, M. Dèmeuniers a observé qu'il falloit, 1°. ajouter à l'article que le prix & le mode du rachat seroit fixé par l'assemblée; 2°. y additionner les droits de champart & de terrages & autres droits fonciers; 3°. n'autoriser que le rachat solidaire & non partiel.

M. Coupé a réclamé une exception pour les *domaines congeables* comme en Bretagne, & par lesquels le seigneur a le droit d'expulser le possesseur en le payant; autrement ce seroit, disoit-il, le possesseur précaire qui dépouilleroit le véritable propriétaire. M. Caroller énonçant le vœu de ses cahiers, pour que tous les *usemens* barbares & ressentant la servitude des colons fussent déclarés remboursables comme préjudiciables à l'agriculture & à la liberté. « C'est le vœu le plus ardent des habitans des campagnes, ajoutoit M. Lanjuinais »; & M. Bouche a donné un autre projet de rédaction, qui comprenoit différentes espèces de rentes. M. l'évêque de Langres demandoit le remploi du ra-

chat de rentes de cette nature , & qui appartiennent au clergé.

On est allé aux voix , & l'assemblée a adopté unanimement la rédaction suivante.

« Toutes les rentes foncières , perpétuelles , soit en nature , soit en argent , de quelque espèce qu'elles soient , quelque soit leur origine , & à quelques personnes qu'elles soient dues , gens de main-morte , domaines , appanagistes , ordre de Malthe , &c. &c. seront rachetables. Les champarts de toute espèce & sous toute dénomination , le seront pareillement au taux qui sera fixé par l'assemblée ; défenses seront faites de plus à l'avenir créer aucune redevance non remboursable.

La vénalité des charges est bonne dans les monarchies , parce qu'elle fait faire comme un métier de famille ce qu'on ne voudroit pas entreprendre pour la vertu.

Comment la même main qui a fait présent de l'Esprit des Loix au genre humain a-t-elle pu tracer des lignes honteuses ? Le célèbre Montesquieu n'ignoroit pas cependant que cette invention fiscale inconnue dans toutes les monarchies de l'Europe n'avoit été connue parmi nous que par le système d'un chancelier pervers , d'un prince dissipateur. Personne n'ignore que la magistrature elle-même se regarda comme flétrie par cette innovation dangereuse , contre laquelle elle ne cessa de réclamer , & le fameux l'Hôpital fit toujours des vœux pour que cette tache disparût de nos Tribunaux.

Il étoit réservé à l'assemblée nationale de 1789 d'écouter cette réclamation de plusieurs siècles , & d'ajouter à ce bienfait celui de la justice gratuite qui avoit été tant de fois le prétexte dont on avoit couvert des révolutions judiciaires si funestes à la liberté publique.

La rédaction du comité étoit conçue ainsi :

« Il sera pourvu incessamment à l'établissement de la justice gratuite , & à la suppression de la vénalité des offices de judicature ».

Plusieurs membres , entr'autres M. Boeri , ont demandé que cette rédaction qui ne présentait qu'une espérance , fût convertie en réalité , & qu'il fût arrêté que dès ce moment la justice fût gratuite ; comme magistrat , il a renoncé aux droits de sa charge.

M. Salé de Choux & quelques autres officiers de justice , renonçant aux droits de leurs charges , ont invité tous les magistrats , membres de l'assemblée , de se lever pour offrir à la patrie le sacrifice de leurs droits dans l'administration de la Justice. Ces offres généreuses ont été reçues avec un applaudissement général.

Rien n'est plus beau que le sacrifice & le projet de la justice gratuite , a observé un autre membre ; mais son exécution ne peut & ne doit pas précéder l'abolition de la vénalité & le remboursement des offices , ce sont aussi des propriétés sacrées , & il est des charges dont le prix est considérable.....

Les Magistrats sont assez payés , a répliqué M. Long , par l'honneur d'exercer de pareilles fonctions parmi leurs semblables. Aussi tôt tous les magistrats qui étoient de l'assemblée , ont offert de nouveau , comme à l'envi , à la nation leur propriété & leurs travaux dans ce genre ; mais le bien public sembloit exiger que ces offres généreuses & précoces ne fussent pas acceptées.

Il est juste , disoit M. Boisslandry , de liquider les charges avant de les supprimer ; il faut aussi que les pourvus exercent & perçoivent leurs droits jusqu'à ce qu'il soit statué sur ce remboursement.

On sent bien qu'il n'étoit pas difficile de présenter sous des couleurs défavorables les abus qui se sont glissés dans l'administration de la justice , abus agglomérés pendant plusieurs siècles , par les excès de la fiscalité , la multiplication indiscrette des offices & des tribunaux , la variété des propriétés , la versatilité de la jurisprudence arbitraire , & la contradiction de nos loix si multipliées que jamais peuple sur la terre n'a eu peut-être tant de codes & aussi peu de législateurs.

Aussi M. le vicomte de Mirabeau , après avoir peint d'une manière aussi vive que piquante les excès dévorans de l'ordre judiciaire , s'élevoit sur-tout contre les postulans des justices des campagnes , dont le zèle toujours intéressé , divise ou ruine les familles. Il demandoit en conséquence qu'aucun de ces *praticiens* ne pût s'établir dans les villages que sur la permission de la communauté ; il réclamoit aussi que tout citoyen pût plaider sa cause & signer ses écritures , ou défenses , & que tous droits d'officiers de justice fussent taxés dans leurs honoraires.

Il est , sans doute , une classe honorable & libre aussi ancienne que la magistrature , aussi noble que la justice dont les travaux généreux & nécessaires ont échappés toujours aux réglemens serviles chez une nation qui aime la liberté & les lumières ; cette classe n'oubliera jamais que le meilleur des rois , Henri IV , devint le gardien de sa liberté.

M. Target , en convenant que rien n'étoit plus affligeant que le tableau des procès qui divisent les familles & détruisent les fortunes , observoit que cet objet étoit de la plus grande importance , que l'on ne pouvoit qu'annoncer la gratuité de la justice , & que le germe fécond du bonheur public se développeroit bientôt ; mais que dans

M 3

ce moment où tout se désorganisoit, où tous les pouvoirs sembloient être sans force & les juges sans fonctions, il étoit dangereux de changer l'ordre constant dans les tribunaux ; autrement, disoit-il, nous aurons par un zèle noble & bienfaisant détruit l'effet de l'ordre public que nous voulons rétablir. Il faut mettre des bornes à son zèle pour le bien général.

M. le duc de la Rochefoucault vouloit qu'on se bornât à déclarer, 1°. la suppression de la vénalité des offices, en pourvoyant au remboursement des titulaires ; 2°. que la justice seroit gratuite en appointant les juges comme les officiers militaires ; 3°. que les juges seroient élus par les justiciables de leur ressort.

« Je crois que la justice va être rendue gratuitement au parlement d'Aix, sur les nouvelles que je lui ai données, a dit M. d'André, il est simple que les officiers des cours souveraines qui sont riches fassent des sacrifices ; mais les justices inférieures ne le peuvent pas si facilement.

« *Le sacrifice est fait*, a dit M. Merceret » ; il peut l'être par ceux qui sont ici, a repris M. d'André ; mais en est-il de même dans tout le royaume ? Il a pensé que la vénalité devoit être détruite & le magistrat élu ; mais qu'il falloit un gage à ceux qui approuvoient la suppression.

M. de Foucaud a insisté sur un article de son cahier relatif à la justice gratuite. Après quelques observations de plusieurs autres membres sur la vénalité *des offices municipaux*, l'article suivant a été adopté unanimement.

« La vénalité des offices de judicature & des municipalités demeurent supprimées ; la justice sera rendue gratuitement ; & néanmoins les officiers pourvus de ces of-

fices continueront d'exercer leurs fonctions & de percevoir les émolumens jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'assemblée au moyen de leur procurer leur remboursement.

Demain, la fin des débats sur l'arrêté du 4 août.

Séance d'hier.

M. le président a dit qu'il se rendroit après la séance auprès du roi, pour savoir l'heure à laquelle sa majesté voudroit bien recevoir l'assemblée nationale; en conséquence les membres du comité de rédaction se sont retirés pour faire une adresse à sa majesté.

M. Fréteau, l'un des secrétaires, a fait lecture du procès-verbal du 4 au 5.

M. de Custine a dit qu'il alloit demander à ses commettans leur vœu sur le reculement des barrières auquel ils l'avoient chargé de s'opposer par des considérations particulières à la province de Lorraine.

Une nouvelle motion ayant été faite, M. le comte de Mirabeau s'est élevé contre toutes motions qui paroissent vouloir faire perdre de vue la constitution : « Nous ne pouvons regarder, a-t-il dit, tout ce qui seroit étranger à cet objet, que comme une véritable excursion contre ce grand ouvrage ».

M. Chassé a proposé, en exécution des différentes dispositions de l'arrêté du 4 décrété hier, de nommer sur le champ dans les bureaux, & par la voie du scrutin, un comité de quinze membres pour faire exécuter les résolutions du 4. « Je n'arrête point, a-t-il ajouté, le grand œuvre de la constitution : ce comité préparera les affaires concernant le clergé & le nombre des pasteurs qu'il faudra stipendier. Rien n'est plus urgent que de s'occuper de ce

travail indispensable. Je propose un second comité pour tout ce qui regarde la gratuité de la justice & la suppression de la vénalité des offices de judicature , & vous devez en établir un troisième pour tout ce qui concerne les droits seigneuriaux , la partie des chasses & des colombiers supprimés. Les peuples ne peuvent rester plus long-temps dans l'incertitude ».

M. Chassé vouloit encore qu'il fût détaché quelques membres du comité des finances , pour en former un quatrième qui s'occuperoit des graces & des pensions ; que tous ces comités se missent dans l'instant en activité , que celui des finances s'occupât dès-à-présent de la répartition des impôts & de ceux qui doivent être supportés par les privilégiés pendant les six derniers mois , conformément à l'art. XI. Enfin après avoir démontré que la résolution de l'article II seroit inutile si l'on ne prenoit ce parti , il a lu un arrêté sur la formation de ces différens comités.

M. Dupleffis , député de Nantes , a demandé de joindre encore un article à ceux qui venoient d'être proposés. « Il est résulté , a-t-il dit , de l'abandon du clergé , qu'il s'est formé une obligation fillanagmatique entre lui & la nation ; il n'est pas juste à présent qu'il se trouve chargé de ses anciennes dettes : il faut donc un comité pour vérifier la dette ecclésiastique , pour connoître le nombre des bénéfices en éconômats & celui des maisons religieuses dont la suppression pourroit être avantageuse à l'état. »

« La constitution , s'est écrié M. Martineau ! c'est la pierre angulaire de l'édifice ». M. le duc de Mortemart , MM. Beaudoin & Legrand ont réclamé aussi la reprise de ce travail essentiel. « Appuyez la motion de M. de Mirabeau , a dit M. Demeuniers ; quoique nous ayons déjà

passé trois mois que nous ne devons pas certainement regretter , sans nous fixer sur les différens objets de la déclaration des droits , il ne faut pas retarder plus long-temps de nous en occuper. Je demande qu'il soit formé un comité composé de six personnes , qui , après avoir examiné les différens projets de déclaration des droits qui lui auront été remis , en représentera une lundi à l'assemblée , qui soit claire & à portée de tout le monde ; je demande surtout de ne pas prendre dans le nombre des commissaires déjà nommés pour d'autres comités , ceux qui ont déjà présenté des projets de déclaration de droits.

M. le président ayant dit qu'il s'agissoit de nommer cinq personnes pour examiner les déclarations qui avoient été déjà remises & qui ne seroient pas prises dans le nombre de celles qui avoient déjà donné différens projets , il a été aux opinions par *assis & levé* , & le comité a passé à l'unanimité.

Avant que les autres comités proposés par M. de Chassé fussent délibérés , M. de la Jacqueminiere a proposé une méthode bien propre à abréger la nomination des commissaires , en nommant deux membres dans chacun des trente bureaux , lesquels soixante élus se distribueroient eux-mêmes quinze dans chaque comité , selon le genre de matiere auxquels ils seroient propres.

M. Pison a demandé un comité pour la liquidation des rachats des droits féodaux & des rentes foncieres.

L'assemblée ayant adopté l'établissement de ces divers comités , & celui de rédaction devant être renouvelé , on l'a invitée à se rendre dans les bureaux pour procéder à la nomination des commissaires en la forme usitée.

Avant la fin de la séance , M. Lavie a dit que , dans les

circstances désastreuses qui affligeoient son bailliage, il croyoit devoir se départir de son opposition à l'admission des pouvoirs de M. l'évêque de Lydda, & qu'il prioit l'assemblée de renvoyer ce jugement à la fin de la session.

Ce prélat, touché des sentimens que lui témoignoit son collègue, a répondu avec autant de générosité que de franchise, en protestant qu'il prouveroit toujours à l'assemblée son zèle & ses vœux pour le bien public, vœux trop longtemps contrariés par des mandats impératifs.

L'assemblée a renvoyé cette affaire pour être jugée avant la fin de la session.

HOTEL - DE - VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la poste de faire passer dans la province le Journal intitulé : *Point du jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'imprimeur. A Paris, ce 27 Juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE CORBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

De l'imprimerie de LAPORTE, rue des Noyers.

